

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

7 NOVEMBRE 1996

PROJET DE BUDGET GENERAL DES DEPENSES

pour l'année budgétaire 1997

NOTE DE POLITIQUE GENERALE
du Ministère de la Justice (12)
pour l'année budgétaire 1997 (**)

1. Introduction

Que ce soit en termes de société ou de politique, la justice occupe désormais une position centrale. Nous avons en effet assisté à l'éclosion fulgurante d'un mouvement social réclamant un aménagement approfondi de notre système judiciaire. Toutefois, la pression actuelle et justifiée en faveur d'innovations essentielles ne peut nous pousser à mener une lutte précipitée contre les symptômes du mal. Nous devons, au contraire, œuvrer, plus que par le passé à une modernisation fondamentale, cohérente et durable de notre troisième pouvoir, à savoir la justice.

Il convient donc d'inscrire les très nombreuses initiatives et idées concrètes dans le cadre d'une vision plus globale en matière de justice. Cela signifie

Voir :

- 727 - 96 / 97 :

- N^{os} 1 à 3 : Notes de politique générale.
- N^o 4 : Budget.
- N^o 5 : Note de politique générale.
- N^{os} 6 et 7 : Justifications.
- N^{os} 8 à 11 : Notes de politique générale.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

(**) Conformément à l'article 79, n^o 1, du Règlement de la Chambre des Représentants, le Ministre de la Justice a transmis la note de politique générale de son département.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

7 NOVEMBER 1996

ONTWERP VAN ALGEMENE UITGAVENBEGROTING

voor het begrotingsjaar 1997

BELEIDSNOTA
van het Ministerie van Justitie (12)
voor het begrotingsjaar 1997 (**)

1. Inleiding

In het gehele maatschappelijk en politiek gebeuren is Justitie bijzonder centraal komen te staan. In korte tijd is een maatschappelijke beweging ontstaan die aandringt op drastische aanpassingen van ons gerechtelijk systeem. De huidige terechte vraag naar fundamentele vernieuwing mag evenwel geen reden zijn voor overhaaste symptoombestrijding. Wel moeten wij intenser dan voordien werken aan een fundamentele, coherente en duurzame modernisering van onze derde macht : het gerecht.

Zeer veel concrete initiatieven en ontwerpen moeten dus gekaderd worden in een globale visie rond Justitie. Dit betekent dat steeds opnieuw de synthese

Zie :

- 727 - 96 / 97 :

- N^{rs} 1 tot 3 : Beleidsnota's.
- N^r 4 : Begroting.
- N^r 5 : Beleidsnota.
- N^{rs} 6 en 7 : Verantwoordingen.
- N^{rs} 8 tot 11 : Beleidsnota's.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

(**) Overeenkomstig artikel 79, n^r 1, van het Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft de Minister van Justitie de beleidsnota van zijn departement overgezonden.

qu'il faut à tout moment refaire la synthèse de tous les projets en cours. La note de politique générale de l'année dernière contenait un aperçu structuré des différentes actions envisagées pour la Justice.

La présente note de politique générale a dès lors pour principal objectif de faire le point sur les actions qui ont été engagées depuis lors et qui poursuivent toutes un seul et même but : une justice efficace et humaine, cadre de recherche commune d'équité.

Depuis le mois de juin 1995, de très nombreux faits et événements n'ont cessé d'intensifier le débat concernant la Justice, un débat qui a pu être mené sur la base d'un accord de gouvernement consistant et prévoyant. En effet, jamais aucun accord gouvernemental ne s'était engagé avec autant d'insistance à réformer la Justice.

En cette époque turbulente, nous devons donc continuer à distinguer les arbres de la forêt. Ceci implique que nous devons apporter des définitions claires afin que chacun puisse suivre l'évolution judiciaire grâce à des informations adéquates. Il est en effet indispensable d'informer le citoyen comme il se doit, d'une part pour étoffer le dialogue engagé et, d'autre part, pour lui préciser la portée et la profondeur réelles du programme de modernisation.

Nous devons évidemment partir de l'idée qu'il convient de préserver l'indépendance de la magistrature et d'assurer une administration hautement qualitative de la justice et ce, dans le cadre de la séparation constitutionnelle des pouvoirs.

Seul un vaste élan, y compris au sein de la justice, permettra de réaliser cet objectif.

En effet, la confiance en la Justice ne pourra être rétablie que dans la mesure où l'ensemble de l'appareil se montre capable de réagir aux nombreux défis.

Chacun doit donc se sentir concerné par l'énorme mobilisation qui résulte directement des ondes de choc qui ont traversé toute la société.

Les différentes missions et initiatives à réaliser s'articulent autour de quatre grands axes :

- la politique en matière de recherches et de poursuites;
- l'organisation et le fonctionnement des tribunaux;
- la politique pénale et l'exécution des peines;
- le droit matériel à différents niveaux.

Mais nous devons avant toute chose repreciser quelques fondements de notre société.

La réalité judiciaire n'est nullement responsable de l'organisation de la société. Elle n'est rien d'autre que la pièce maîtresse de la protection sociale dont nous devons nous doter.

Ceci signifie que la Justice n'est pas la cause de tous les maux d'une société. Elle définit par contre notre cadre de vie et organise les sanctions à infliger à ceux qui ne respectent pas les normes. Elle a pour mission de découvrir des fautes et d'appliquer la législation disponible. La justice est aujourd'hui — et

se moet gemaakt worden van alle lopende projecten. De beleidsnota van vorig jaar gaf een gestructureerd beeld van de verschillende acties die door Justitie uitgetekend werden.

Het belangrijkste doel van deze beleidsbrief bestaat er dan ook in om een stand van zaken te geven van de intussen genomen acties, die allemaal gericht zijn op dat ene objectief : een efficiënte en humane justitie. Een kader om samen naar rechtvaardigheid te streven.

Sinds juni 1995 hebben zeer veel feiten en gebeurtenissen het debat over Justitie geïntensifieerd. Dit debat kon gevoerd worden op grond van een omvattend en vooruitziend regeerakkoord; nog nooit had een regeerprogramma immers zo nadrukkelijk de hervorming van Justitie als doel vooropgesteld.

In de huidige turbulente tijd moeten we dus blijven door de bomen het bos zien. Dit houdt in dat we zowel het bos als de bomen duidelijk moeten omschrijven, zodat iedereen met passende informatie het Justitiegebeuren kan volgen. Een adequate informatie naar de burger toe is vereist om de ingezette dialoog verder te voeden en om hem in te lichten over de reële omvang en diepgang van het vernieuwingsprogramma.

Uitgangspunt is natuurlijk dat we binnen de grondwettelijke scheiding van de machten moeten zorg dragen voor een onafhankelijke magistratuur en voor een kwalitatief hoogstaande rechtsbedeling.

Om dit doel te bereiken is een brede beweging nodig, ook binnen justitie.

Alleen als het gehele apparaat bewijst te kunnen reageren op de vele uitdagingen, kan het vertrouwen in Justitie worden hersteld.

Iedereen is dus betrokken bij de enorme mobilisatie die rechtstreeks voortvloeit uit de schokken die door de hele maatschappij zijn gegaan.

De verschillende opdrachten en initiatieven kunnen gegroepeerd worden rond vier hoofddassen :

- het opsporings- en vervolgingsbeleid;
- de organisatie en werking van de rechtbanken;
- het bestraffingsbeleid en de strafuitvoering;
- het materiële recht op diverse vlakken.

Maar voor alles zullen we enkele uitgangspunten van ons samenleven moeten juist stellen.

Het gerechtelijk gebeuren is absoluut niet de verantwoordelijke voor de organisatie van de maatschappij, het is niet meer dan het sluitstuk van de maatschappelijke bescherming die we onszelf verschuldigd zijn.

Dit impliceert dat Justitie niet de oorzaak is van alles wat fout loopt in een maatschappij. Wel bepaalt Justitie het kader waarin we leven en organiseert zij de sancties voor hen die de normen overtreden. Het is haar taak fouten bloot te leggen en de beschikbare wetgeving toe te passen. Meer dan ooit en vaak ten

souvent à tort — assimilée aux faits et aux fautes qu'elle détecte alors qu'il faut seulement y voir un message dénonçant les travers de la société, qu'elle ne peut d'ailleurs combattre qu'à partir de l'organisation, des lois et des moyens qui lui sont offerts.

Afin de comprendre la problématique de la justice dans toute son ampleur, nous devons évaluer de manière précise les causes et les conséquences d'une série de phénomènes.

a) Il est manifestement fait un trop grand appel à la justice, ainsi qu'en témoignent toutes les statistiques relatives au nombre de nouvelles causes à traiter. Cette constatation vaut pour tous les domaines du droit : le droit pénal, le droit administratif, le droit civil, le droit fiscal,...

Ceci tient très certainement au fait que, dans la complexité de la société actuelle, la capacité à résoudre des conflits soi-même n'a pu évoluer parallèlement. Il conviendra de consacrer une réflexion approfondie à cette réalité.

b) Toute autorité et toute décision imposée semblent de plus en plus difficilement acceptables, ce qui est incontestablement à mettre en relation avec l'individualisme prononcé qui caractérise notre société et avec cette idée de liberté qui n'est pas toujours bénéfique pour le fonctionnement d'une société. Comment la justice peut-elle se forger une plus grande autorité?

c) Face à la tendance actuelle à couler le droit dans une réglementation excessive, il est indispensable de réduire le droit à l'essentiel. Le droit doit autant que possible poser des jalons bien définis. En particulier, nos magistrats devront recevoir une formation leur permettant d'évaluer correctement l'essentiel et le secondaire, les voies de droit correctes et les abus de droit, les droits de la défense et ceux de la victime, ...

d) Plutôt que de considérer le droit comme une donnée purement mécanique, il est aujourd'hui indispensable de consacrer, en toute ouverture, un dialogue au droit et à l'éthique. Ce dialogue ne peut se résumer à des slogans, mais doit reposer sur l'identification et la reconnaissance de valeurs sociales.

Pour ce faire, la justice doit continuer à assumer le rôle directeur qui lui est dévolu, en s'appuyant toutefois sur des moyens contemporains.

e) Outre le bon fonctionnement en soi, il est indispensable que l'état d'esprit ou la mentalité de toutes les personnes associées quotidiennement au fonctionnement de la justice évolue parallèlement à notre société qui est aujourd'hui caractérisée par l'ouverture et la communication. Faire preuve de respect à l'égard de toutes les parties signifie qu'il faut faire preuve d'ouverture et de serviabilité envers chacun, mais signifie désormais certainement aussi qu'il convient absolument de reconnaître le rôle et les intérêts de la victime (et de sa famille).

*
* *

onrechte wordt ze geïdentificeerd met feiten en fouten die ze aan het licht brengt. Ze is boodschapper van wat slecht gaat in de samenleving en kan dit enkel bestrijden met de organisatie, de wetten en de middelen die haar worden aangereikt.

Om de justitieproblematiek in zijn volle breedte te vatten, moeten we oorzaken en effecten van een aantal fenomenen juist inschatten :

a) Justitie wordt klaarblijkelijk overbevraagd, wat duidelijk blijkt uit alle statistieken over het aantal nieuwe zaken die moeten behandeld worden. Deze vaststelling geldt voor alle terreinen van het recht : strafrecht, administratief recht, burgerlijk recht, fiscaal recht...

Dit hangt zeer zeker samen met het gegeven dat in de complexiteit van de huidige maatschappij het vermogen om zelf conflicten op te lossen, niet is meegeëvolueerd. Daarover moet grondig worden nagedacht.

b) Gezag en opgelegde beslissingen worden steeds moeilijker aanvaard en dit houdt ontegensprekelijk verband met het zeer grote individualisme in de maatschappij. Dit hangt samen met een vrijheids-idee dat de werking van de samenleving niet steeds ten goede komt. Hoe kan Justitie meer gezag afdwingen?

c) Tegen de huidige overreglementering door het recht, is het noodzakelijk te komen tot een verkerning van het recht. Recht moet zo veel mogelijk duidelijke bakens zetten. Vooral onze magistraten moeten gevormd worden om de juiste afweging te maken tussen hoofdzaak en bijzaak, tussen correcte rechtsmiddelen en rechtsmisbruik, tussen rechten van de verdediging en rechten van het slachtoffer...

d) Veel meer dan het recht te aanzien als een louter mechanisch gegeven is de noodzaak aanwezig om te komen tot een open dialoog over recht en ethiek. Deze dialoog mag niet gebeuren in slogantaal, maar moet gebaseerd zijn op de herkenning en de erkenning van maatschappelijke waarden.

Justitie moet haar leidende rol daarbij blijven opnemen, weliswaar met hedendaagse middelen.

e) Naast de goede werking op zich is er de noodzaak om de ingesteldheid of mentaliteit van al degenen die bij de dagelijkse werking van Justitie betrokken zijn, mee te laten evolueren met onze hedendaagse open en communicatieve maatschappij. Respect opbrengen voor alle partijen betekent dat een open houding moet aangenomen worden en dienstbaarheid moet kunnen aan de dag gelegd worden tegenover iedereen, doch betekent voortaan zeker ook dat de rol en de belangen van het slachtoffer (en diens familie) absoluut worden erkend.

*
* *

2. Le budget

L'exécution des initiatives en cours ou envisagées requiert des moyens budgétaires. Sur ce plan, le Gouvernement souhaite procéder de manière planifiée. Le budget soumis pour 1997 constitue le dernier budget établi en exécution du plan pluriannuel « Justice » approuvé le 18 juin 1993 par le Gouvernement de l'époque.

Ce plan pluriannuel permettait d'augmenter le budget de la justice de 23 % en 5 ans. Le personnel de l'Administration des Etablissements pénitentiaires a obtenu le renfort de 1 000 agents supplémentaires, le nombre de magistrats a augmenté de 100 unités de même que l'effectif de la police judiciaire.

A cela s'ajoutent à présent les mesures décidées par le Gouvernement le 30 août 1996 et qui entraînent une nouvelle extension du personnel de près de 200 agents, répartis entre les chambres d'exécution des peines, les services internes et externes d'accompagnement des détenus et des personnes libérées conditionnellement, le Centre pénitentiaire d'Observation pour graves délinquants, le point d'appui « aide aux victimes » et les services d'accueil des victimes au niveau des parquets.

Par ailleurs, le Gouvernement a renouvelé, pour l'année 1997, l'enveloppe budgétaire de 200 millions accordée au département de la justice à l'occasion du contrôle budgétaire de 1996 et destinée à financer des initiatives nouvelles.

Même si d'importants efforts ont été réalisés ces dernières années sur le plan financier, l'indispensable opération de rattrapage n'est pas encore terminée. Le Gouvernement en est d'ailleurs pleinement conscient, puisque l'accord gouvernemental prévoit explicitement que le plan pluriannuel doit faire l'objet d'une évaluation en 1997. Cette évaluation constituera, avec les conclusions que le Gouvernement en retirera, un nouveau moment capital pour la justice.

Il est cependant d'ores et déjà établi que la justice aura besoin d'un nouveau programme pluriannuel, axé sur le statut des magistrats et de leurs collaborateurs, l'ensemble de l'organigramme des cours et tribunaux et une évaluation précise des besoins en termes d'infrastructure.

*
* *

Qu'advient-il des moyens supplémentaires accordés pour 1997?

Les moyens budgétaires mis à la disposition pour l'année 1997 sont en augmentation de 2 500 mio FB par rapport à 1996.

Pour que la comparaison soit tout à fait exacte, il faut tenir compte du non-paiement d'une prime de fin d'année en 1996, ce qui représente 700 mio FB. La

2. De begroting

Om de initiatieven die op stapel zijn of lopende zijn ten uitvoer te brengen zijn de nodige begrotingsmiddelen vereist. De Regering wenst op dit vlak planmatig te werk te gaan. De begroting voor 1997 die wordt voorgelegd is de laatste begroting in uitvoering van het meerjarenplan Justitie zoals het op 18 juni 1993 werd goedgekeurd door de toenmalige regering.

Dit meerjarenplan maakte het mogelijk om op 5 jaar tijd een stijging van de begroting justitie met 23 % door te voeren. Het personeelseffectief van het bestuur der strafinrichtingen steeg met 1 000 personen, het aantal magistraten steeg met 100 en ook het personeelsbestand van de gerechtelijke politie steeg met 100 eenheden.

Daar bovenop komen nu nog de maatregelen waartoe de regering beslist heeft op 30 augustus 1996 en die opnieuw een verhoging van het personeelseffectief met nagenoeg 200 personen voor gevolg heeft, en dit verspreid over de strafuitvoeringskamers, de interne en externe begeleidingsdiensten voor gedetineerden en voorwaardelijk vrijgelatenen, het Penitentiair Observatiecentrum voor zware delinquenten, het steunpunt « slachtofferzorg » en de diensten « slachtofferonthaal » bij de parketten.

De Regering heeft tevens de enveloppe voor nieuwe initiatieven ten belope van 200 miljoen Belgische frank die naar aanleiding van de begrotingscontrole 1996 werd toegestaan aan het departement Justitie, hernieuwd voor het jaar 1997.

De inspanningen die de afgelopen jaren op financieel vlak werden gedaan zijn dus belangrijk, doch de inhaaloperatie die noodzakelijk is, is nog niet voltooid. Dat de Regering zich daarvan bewust is, blijkt uit het regeerakkoord waarin uitdrukkelijk werd vermeld dat in 1997 er een evaluatie dient te gebeuren van het meerjarenplan. Deze evaluatie en de conclusies die de Regering er zal uit trekken wordt een nieuw scharniermoment voor de justitie.

Nu reeds staat vast dat een nieuw meerjarenprogramma voor de justitie noodzakelijk zal zijn. Het statuut van de magistraten en hun medewerkers, het gehele organigram van hoven en rechtbanken en een juiste inschatting van de noden inzake infrastructuur zullen daarbij de basis-uitgangspunten zijn.

*
* *

Wat gebeurt er met de bijkomende middelen die in 1997 ter beschikking worden gesteld?

De middelen die voor 1997 worden ter beschikking gesteld, stijgen met 2 500 mio BEF ten opzichte van 1996.

Om een juiste vergelijking te maken dient er wel rekening te worden gehouden met het feit dat in 1996 geen eindejaarspremie wordt uitbetaald (weerslag

croissance nette du budget s'établit donc à 1 800 mio FB.

De cet accroissement budgétaire, 1 550 mio FB sont destinés à une augmentation des dépenses de personnel, qui s'explique par trois raisons :

— l'indexation et les majorations de barèmes donnent lieu à une augmentation des dépenses de personnel;

— les recrutements réalisés en 1996 dans le cadre du programme pluriannuel produiront leur plein impact financier en 1997; il s'agit des programmes de recrutement en faveur de l'Administration centrale, de la Police judiciaire et des Etablissements pénitentiaires;

— la répercussion du programme de recrutement pour les services extérieurs de la Sûreté de l'Etat et de l'ouverture, en 1997, de la prison d'Andenne qui pourra accueillir 400 détenus et qui a été dotée d'un cadre de 300 personnes. L'ouverture de cette prison se fera graduellement, les premiers détenus étant attendus dans le courant du mois de mars 1997.

Le budget de la Justice financera un programme de 500 mio FB en vue de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement le 30 août 1996 dans le cadre de la lutte contre la délinquance sexuelle envers des mineurs d'âge.

Parallèlement, la Régie des Bâtiments fournira également un effort particulier au niveau des établissements pénitentiaires tandis qu'une nouvelle affectation sera donnée à certains moyens provenant de l'enveloppe destinée aux contrats de société.

La répercussion directe pour le budget de 1997 est limitée à 294 mio de francs. Ce montant a été fixé en partant de l'hypothèse que toutes les initiatives seront en moyenne opérationnelles au 1^{er} mars 1997.

Nous ne pouvons cependant pas perdre de vue qu'il faudra encore fournir de très sérieux efforts, notamment dans le cadre de la procédure du contrôle administratif, afin d'obtenir les accords indispensables en ce qui concerne l'adaptation du cadre et la fixation du contingent de contractuels à engager en attendant le recrutement de statutaires.

En effet, les réserves de recrutement de personnel diplômé constituées auprès du Secrétariat permanent de recrutement sont épuisées, ce qui explique la nécessité d'organiser de nouveaux examens.

L'enveloppe de 200 mio FB accordée dans le cadre de l'exécution de l'accord de gouvernement pour financer de nouvelles initiatives sera consacrée aux projets suivants : l'extension de la formation des magistrats (20 mio FB supplémentaires), l'exécution du projet de loi relatif à la résorption de l'arriéré judiciaire au niveau des cours d'appel, l'amélioration de la sécurité des bâtiments judiciaires, l'élargissement de la capacité d'analyse de l'INCC et le renforcement du service qui, au sein de la Sûreté de l'Etat, est chargé d'enquêter sur les sectes. Une partie de l'en-

700 mio BEF) zodat de netto-aangroei 1 800 mio BEF bedraagt.

Deze aangroei van de justitiebegroting gaat voor 1 550 mio BEF naar een stijging van de personeelsuitgaven. De oorzaak hiervan is drieërlei :

— de autonome stijging van de personeelsuitgaven door indexering en baremaverhogingen;

— in 1997 zullen de aanwervingen die in 1996 zijn gebeurd in het kader van het meerjarenplan, hun volle financiële impact hebben; het gaat hier over wervingsprogramma's ten behoeve van de centrale administratie, de Gerechtelijke Politie en het gevangeniswezen;

— de weerslag van een wervingsprogramma voor de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat en de opening van de gevangenis van Andenne in 1997; voor deze nieuwe gevangenis — met een capaciteit van 400 gedetineerden — is een personeelskader van 300 personen aanvaard. De opening van deze gevangenis zal gradueel gebeuren. De eerste gevangenen worden verwacht in de loop van maart 1997.

Voor de uitvoering van de regeringsbeslissingen van 30 augustus 1996 in het kader van de bestrijding van seksuele delinquentie jegens minderjarigen, is ten laste van de begroting Justitie een programma ter waarde van 500 miljoen voorzien.

Daarnaast zal ook de Regie der Gebouwen een bijkomende inspanning ten voordele van het gevangeniswezen leveren en zullen ook middelen worden geheroriënteerd afkomstig uit de enveloppe voor de samenlevingscontracten.

De directe weerslag voor de begroting 1997 is slechts 294 miljoen. Voor de vaststelling van dit bedrag is men er immers van uitgegaan dat gemiddeld genomen alle initiatieven op 1 maart 1997 operationeel zullen zijn.

Men dient er zich terdege van bewust te zijn dat er nog heel zware inspanningen zullen nodig zijn en dit vooral in het kader van de procedure van administratieve controle met het oog op het bekomen van de noodzakelijke akkoorden in verband met de aanpassing van het personeelskader en het vaststellen van het contingent contractuelen in afwachting van de aanwerving van statutairen.

De wervingsreserves bij het Vast Wervingssecretariaat voor het gediplomeerd personeel zijn immers uitgeput zodat er nieuwe examens dienen te worden uitgeschreven.

De enveloppe van 200 mio BEF die ter beschikking gesteld is voor nieuwe initiatieven in het kader van de uitvoering van het regeerakkoord zal voor volgende initiatieven worden gebruikt : de uitbouw van de vorming van de magistraten (20 mio BEF extra), de uitvoering van het wetsontwerp met betrekking tot het wegwerken van de achterstand bij de hoven van beroep, het verbeteren van de beveiliging van justitiegebouwen, de versterking van de analysecapaciteit van het NICC en voor het versterken van de dienst binnen de Staatsveiligheid die

veloppe servira également à financer des mesures décidées par le Gouvernement dans le cadre de l'affaire Dutroux.

En dépit des réelles restrictions budgétaires, la Justice dispose donc d'un important montant de moyens supplémentaires.

Toutes les personnes concernées au Département, au Gouvernement et au Parlement devront fournir des efforts particuliers afin que toutes les mesures indispensables à la mise en œuvre effective de ces moyens supplémentaires puissent être prises en temps opportun.

Par le passé, des projets ambitieux se sont plus d'une fois heurtés à des ralentissements de tout genre qui ont finalement empêché une utilisation effective de crédits considérables qui avaient été accordés.

Tous les intéressés devront donc faire preuve d'une attention suffisante et veiller à ce que les réformes puissent traverser rapidement les différents stades des procédures prévues.

3. Suivi de la note de politique générale 1995-1996

En 1997, le Ministre de la Justice poursuivra évidemment sur la lancée de la note de politique générale qu'il a présentée à la Chambre des Représentants en octobre 1995 et dont l'exécution bat son plein. Elle demeure en effet le cadre de référence dans lequel il convient d'inscrire les diverses actions et les différents projets.

Une collaboration intense avec le Parlement sera indispensable afin de réaliser cet ensemble dans des délais raisonnables.

Les différentes initiatives sont regroupées autour des axes majeurs évoqués au début de la présente note. Elles ne font cependant pas l'objet d'une description approfondie, mais sont plutôt présentées sous forme d'inventaire. La raison en est que de très nombreux projets sont aujourd'hui déjà soumis à la discussion du Parlement ou le seront très prochainement et que cette discussion ponctuelle offrira l'occasion d'approfondir toutes ces matières.

3.1. *La politique en matière de recherches et de poursuites judiciaires doit être organisée de manière plus efficace*

— Le projet de loi relative au droit de la procédure pénale.

Le Conseil d'Etat a émis son avis concernant cet important projet de loi qui doit notamment contribuer à une amélioration de la position juridique de la victime au cours de la procédure.

Le débat parlementaire sur ce projet devrait encore être engagé cette année.

— Le projet de loi portant institutionnalisation du Collège des Procureurs généraux et création de la fonction de magistrat fédéral.

gelast is met het onderzoek naar sekten. Een gedeelte van de enveloppe zal ook gebruikt worden ter financiering van maatregelen die beslist werden door de Regering in het kader van de zaak Dutroux.

Ondanks de strikte budgettaire beperkingen beschikt Justitie over een belangrijk bedrag aan bijkomende middelen.

Het zal bijzondere inspanningen vragen aan alle betrokkenen in het departement, in de regering en in het parlement om alle nodige maatregelen tijdig te treffen waardoor deze bijkomende middelen ook effectief zullen kunnen worden aangewend.

Ambitieuze plannen zijn in het verleden vaak gebotst op vertragingen van alle aard die er uiteindelijk toe leidden dat aanzienlijke toegestane kredieten niet effectief konden worden besteed.

Alle betrokkenen zullen dus voldoende zorg moeten aan de dag leggen om er over te waken dat de hervormingen voldoende snel alle stadia in de voorziene procedures kunnen doorlopen.

3. Follow-up beleidsnota 1995-1996

In 1997 zal de Minister van Justitie uiteraard voortbouwen op de beleidsnota die in oktober 1995 aan de Kamer werd voorgelegd en waarvan de uitvoering volop aan de gang is. Zij blijft het referentiekader waarin de verschillende acties en projecten moeten gekaderd worden.

Een intense samenwerking met het Parlement zal noodzakelijk zijn om dit geheel binnen redelijke termijnen te verwerken.

De verschillende initiatieven worden geschikt rond de hoofddassen die in het begin van deze nota werden aangegeven. Hierbij wordt nu eerder een inventaris aangebracht dan een uitgebreide bespreking, gezien uiteraard heel wat projecten nu reeds ter tafel liggen of op korte termijn zullen worden voorgelegd aan het Parlement en derhalve de punctuele bespreking mogelijkheid zal bieden om dieper in te gaan op al deze materies.

3.1. *Het opsporingsbeleid en de strafvervolgning moeten efficiënter worden georganiseerd*

— Het ontwerp van wet inzake het strafprocesrecht.

De Raad van State heeft zijn advies geformuleerd over dit belangrijke wetsontwerp, dat ondermeer moet bijdragen tot een verbetering van de rechtspositie van het slachtoffer tijdens de procedure.

Het parlementaire debat moet nog in 1996 worden aangevat.

— Het ontwerp van wet ter institutionalisering van het college van procureurs-generaal en tot oprichting van het ambt van federaal magistraat.

Le Gouvernement a approuvé le texte du projet, après avis du Conseil d'Etat. Le débat parlementaire a commencé.

Il est procédé dès à présent à une analyse du fonctionnement des parquets de première instance en vue de déterminer — après l'installation définitive du Collège des Procureurs généraux — la manière d'optimiser le fonctionnement de ces parquets et leurs rapports avec les parquets généraux.

— Le projet de loi sur les services de renseignements et de sécurité.

Le débat parlementaire a commencé.

— La note de consensus relative à la répartition des tâches et à la spécialisation des services de police.

Conformément aux termes du document, cette problématique donnera lieu à un débat d'évaluation au Parlement. Les conclusions de ce débat serviront alors de base à une prise de décision par le Gouvernement.

— Le plan d'action contre le crime organisé.

Ce plan a déjà fait l'objet d'une discussion au Sénat, principalement dans le cadre des travaux de la Commission d'enquête spécialement constituée à cet effet.

Deux avant-projets de loi élaborés en exécution de ce plan d'action ont déjà été transmis pour avis au Conseil d'Etat, tandis que le projet relatif à la corruption sera prochainement soumis au Conseil des Ministres.

— L'attention particulière accordée à la politique en faveur des victimes.

Outre le projet relatif au droit de la procédure pénale (Franchimont), qui contient de très nombreux éléments importants pour la victime, notre souci de la victime se traduit en particulier par le projet de loi relatif au fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence; ce projet a déjà reçu l'avis du Conseil d'Etat et a depuis lors été déposé à la Chambre.

Par ailleurs, le budget 1997 prévoit les moyens nécessaires au renforcement des services d'accueil des victimes auprès des parquets et à la création d'un point d'appui « Aide aux victimes » au sein du Département.

Dans l'attente des modifications de cadre indispensables, des agents contractuels seront engagés en 1997 en vue de la mise en œuvre de ce point d'appui.

— Les préparatifs pour la réalisation d'une émission télévisée d'appel à témoins sont déjà très avancés.

Les réponses données par les différentes chaînes de télévision au cahier des charges qui leur avait été adressé, ont donné lieu à une évaluation et les discussions avec VTM et la RTBF sont aujourd'hui entrées dans leur phase de conclusion.

Une telle émission pourra dès lors aussi devenir une réalité dans notre pays dès le printemps de 1997.

De Regering heeft de ontwerptekst, na het advies van de Raad van State, goedgekeurd. De parlementaire debatten zijn gestart.

Nu reeds wordt een analyse opgestart van de werking van de parketten van eerste aanleg teneinde — na definitieve installatie van het College van Procureurs-Generaal — na te gaan hoe de werking van deze parketten en hun relatie met de parketten-generaal kunnen worden geoptimaliseerd.

— Het wetsontwerp op de veiligheids- en inlichtingendiensten.

De tekst van het ontwerp is rondgedeeld in de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de parlementaire debatten zijn gestart.

— De consensusnota met betrekking tot de taakverdeling en de specialisering van de politiediensten.

Overeenkomstig dit document zal in het Parlement een evaluatiedebat worden gevoerd. De conclusies van dit debat zullen dan de basis vormen voor een beslissing van de regering.

— Het actieplan tegen georganiseerde criminaliteit.

Dit plan werd reeds besproken in de Senaat, vooral in het kader van de werkzaamheden van de onderzoekscmissie die daartoe speciaal werd opgericht.

In uitvoering van het actieplan werden reeds twee voorontwerpen van wet voor advies overgemaakt aan de Raad van State en zal straks ook het ontwerp inzake corruptie worden voorgelegd aan de Minister-raad.

— De bijzondere aandacht aan het slachtofferbeleid.

Naast het ontwerp inzake strafprocedure (Franchimont), waarin heel wat elementen worden weerhouden die van belang zijn ook voor het slachtoffer, wordt de zorg voor de slachtoffers in het bijzonder vertaald door het ontwerp van wet over het fonds voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden waarover de Raad van State advies heeft verleend en dat aan de Kamer is voorgelegd.

Bovendien zijn in de begroting 1997 de nodige middelen voorzien voor een versterking van de diensten slachtofferonthaal bij de parketten en voor de oprichting van een steunpunt « Slachtofferzorg » binnen de schoot van het departement.

In afwachting van de nodige kaderaanpassingen zullen in 1997 contractuelen worden aangeworven om dit steunpunt op te starten.

— De voorbereidingen om te komen tot de realisatie van een opsporingsprogramma op televisie zijn reeds ver gevorderd.

De antwoorden van de verschillende TV-stations op het rondgestuurde lastenboek werden geëvalueerd en de besprekingen met VTM en RTBF zijn in hun eindfase getreden.

In het voorjaar van 1997 zal zo'n programma ook in ons land een realiteit zijn.

— un projet de loi portant réglementation des jeux de hasard est en cours d'élaboration.

L'avantage d'une telle législation est de permettre de remplacer la politique actuelle de tolérance à l'égard des casinos dans notre pays par un cadre réglementé qui prévoit la délivrance d'une autorisation à un nombre limité de casinos.

La discussion sur cette problématique se situe aujourd'hui encore au niveau du comité de concertation gouvernement fédéral-gouvernements fédérés.

— en ce qui concerne la problématique de la drogue, le Gouvernement a déposé au Sénat des amendements à la proposition du SénateurALLEMAND, tandis qu'un projet de loi relative à la consommation de drogue a été déposé à la Chambre.

Le Ministre attend à présent l'examen parlementaire.

Par ailleurs, la Commission de suivi de la Chambre devra élaborer les instructions indispensables à la prise de nouvelles initiatives dans le cadre de la politique relative à la toxicomanie. Quoi qu'il en soit, le Collège des Procureurs généraux examinera une nouvelle circulaire visant à permettre une lutte aisée et uniforme contre ce phénomène sur l'ensemble du territoire.

3.2. Nos tribunaux doivent fonctionner de manière plus performante et plus moderne

— La modification de l'article 151 de la Constitution permettra de préparer le terrain pour une objectivation plus grande des désignations et des promotions au sein de la magistrature et ouvre également la possibilité de désigner les chefs de corps via le système du mandat. Le Gouvernement a donc déposé au Parlement le projet de modification de l'article 151 de la Constitution.

— Comme annoncé l'an dernier, une déclaration d'intention entre les acteurs de la Justice a été signée.

Dans le cadre de cette déclaration d'intention, quatre groupes de travail ont travaillé ces derniers mois à l'amélioration du droit de la procédure, du management des cours et des tribunaux ainsi que de la communication et de l'image de marque de la Justice.

— Le Gouvernement a déposé au Sénat des amendements aux propositions de Erdman &ALLEMAND et VANDENBERGHE. Un consensus a pu être dégagé à propos d'un texte portant revalorisation de la fonction de greffier et de secrétaire ainsi qu'objectivation de l'accès et de la promotion pour le personnel d'appui des magistrats.

Cette importante réforme sera encore complétée par un projet de loi portant actualisation des cadres de greffe au sein des juridictions de paix et des tribunaux de police et par un projet de loi relatif au grade de qualification de messenger. Les deux projets de loi sont à présent soumis à la discussion au Sénat.

— Een wetsontwerp ter reglementering van kansspelen wordt voorbereid.

Een dergelijke wetgeving biedt het voordeel dat het huidige gedoogbeleid wat betreft de casino's in ons land zou kunnen vervangen worden door een gereglementeerd kader waarbinnen aan een beperkt aantal casino's een vergunning wordt verleend.

Deze problematiek maakt nog het voorwerp uit van besprekingen in het kader van het overlegcomité federale regering-deelregeringen.

— Wat betreft de drugsproblematiek heeft de regering amendementen ingediend op het voorstel van SenatorALLEMAND in de Senaat en is in de Kamer een wetsontwerp neergelegd met betrekking tot het drugsgebruik.

De minister wacht op de parlementaire behandeling.

Ook de opvolgingscommissie in de Kamer zal de nodige richtingen moeten bepalen om inzake drugbeleid nieuwe initiatieven te nemen. In elk geval zal een nieuwe omzendbrief worden besproken binnen het College van Procureur-Generaal teneinde een goed hanteerbare en uniforme aanpak over het gehele territorium mogelijk te maken.

3.2. Onze rechtbanken moeten performanter en moderner functioneren

— Door de wijziging van artikel 151 van de grondwet kan de weg geëffend worden naar een verdere objectivering van de aanstellingen en promoties binnen de magistratuur en wordt ook de mogelijkheid geopend om de korpsoversten via het mandaatsysteem aan te stellen. De Regering heeft terzake het ontwerp van wijziging van artikel 151 van de grondwet neergelegd bij het Parlement.

— Zoals vorig jaar aangekondigd, werd een intentieverklaring tussen de actoren van Justitie ondertekend.

In het kader van deze intentieverklaring hebben vier werkgroepen de afgelopen maanden gewerkt rond de verbetering van het procedurerecht, het beter management van de hoven en de rechtbanken en een betere communicatie en beeldvorming van justitie.

— In de Senaat heeft de Regering amendementen ingediend op de wetsvoorstellen Erdman &ALLEMAND en VANDENBERGHE. Een consensustekst is tot stand gekomen met betrekking tot de herwaardering van het ambt van griffier en secretaris en met betrekking tot de objectivering van de toegang en de promotie bij het ondersteunend personeel van de magistraten.

Deze belangrijke hervorming zal nog aangevuld worden met een wetsontwerp tot actualisering van de kaders van griffier binnen de vrederechten en de politierechtbanken en met een wetsontwerp met betrekking tot de graad van bode. Beide wetsontwerpen liggen ter bespreking in de Senaat.

— Le Conseil d'Etat a rendu son avis sur l'avant-projet de loi portant création du Conseil fédéral des magistrats ainsi que sur l'avant-projet de loi portant création du Conseil fédéral des greffiers et des secrétaires est attendu très prochainement. La relation entre ces projets devra évidemment être revue en fonction de la modification de l'article 151 de la Constitution, y compris de la création d'un « Conseil Supérieur de la Justice ».

— Le Gouvernement a approuvé dès avant les vacances le projet de loi visant à résorber l'arriéré judiciaire dans les Cours d'Appel.

Le débat parlementaire y afférent pourra encore être entamé avant la fin de l'année.

— Comme annoncé le 30 août, l'on s'active à l'instauration d'un système efficace pour l'organisation d'un contrôle interne et externe des parquets et des tribunaux.

Les moyens nécessaires à cet effet sont prévus au budget. Le grand avantage du concept « Souci Intégral de Qualité » est de faire d'une manière positive appel à l'engagement et à la créativité de tous les membres du personnel pour concrétiser ensemble ce processus de changement.

Après consultation via les Procureurs généraux près les Cours d'appel et le Procureur général près la Cour de Cassation, une proposition de texte sera élaborée concernant les nouvelles modalités de réalisation du contrôle au sein de l'appareil judiciaire.

— L'année dernière a vu la réalisation, à un rythme soutenu, de l'informatisation des parquets et des tribunaux.

Grâce à l'enveloppe « nouvelles initiatives », il est possible, parallèlement au programme pluriannuel courant, de commencer dès la fin de 1996 à mettre un appareillage informatique à la disposition des magistrats eux-mêmes.

Cela débutera par la mise à disposition de PC pour les magistrats de parquet de première instance. Le câblage nécessaire afin de relier ces magistrats au réseau est en cours d'installation.

Il est également prévu de doter la magistrature assise de PC portables dans le courant de l'année 1997.

Les moyens nécessaires sont également prévus afin d'informatiser les auditorats de travail dès l'année 1997. La première informatisation des services judiciaires devrait ainsi être terminée à la fin de l'année 1997.

Les préparatifs nécessaires ont lieu en vue de renforcer l'informatisation dans les années à venir grâce à une meilleure adaptation des procédures à un environnement informatisé et à une amélioration constante du système.

— En collaboration avec le Ministre Flahaut, compétent pour la Régie des Bâtiments, un nouveau plan pluriannuel pour les bâtiments de la justice a été présenté au Conseil des Ministres en janvier 1996.

— De Raad van State heeft advies verleend omtrent het voorontwerp van wet ter oprichting van een federale raad voor magistraten en het voorontwerp van wet ter oprichting van een federale raad voor griffiers en secretarissen. Uiteraard zal de relatie tussen deze ontwerpen moeten worden herbekeken in functie van de wijziging van artikel 151 van de grondwet, inbegrepen de daarin voorgestelde « Hoge Raad voor de Justitie ».

— De Regering heeft nog voor het verlot haar goedkeuring verleend aan een wetsontwerp ter wegwerking van de achterstand bij de Hoven van Beroep.

Ook nog vóór het einde van het jaar kunnen de parlementaire debatten terzake aanvangen.

— Zoals aangekondigd op 30 augustus wordt werk gemaakt van het invoeren van een werkzaam systeem voor de organisatie van interne en externe controle op de parketten en de rechtbanken.

De nodige middelen zijn daarvoor in de begroting voorzien. Het concept Integrale Kwaliteitszorg biedt het grote voordeel dat hiermee op een positieve wijze een beroep gedaan wordt op de inzet en de creativiteit van alle personeelsleden om samen dit veranderingsproces vorm te geven.

Na consultatie via de Procureurs-Generaal bij de Hoven van Beroep en de Procureur-Generaal bij het Hof van Cassatie zal een voorstel worden uitgewerkt inzake de vernieuwde wijze waarop de controle kan worden gerealiseerd binnen het gerechtelijke apparaat.

— Het afgelopen jaar werd in versneld tempo werk gemaakt van de informatisering van de parketten en de rechtbanken.

Dankzij de enveloppe « nieuwe initiatieven » bestaat de mogelijkheid om naast het lopend meerjarenprogramma eind 1996 nog te starten met het ter beschikking stellen van informatica-apparatuur aan de magistraten zelf.

Er zal gestart worden met het ter beschikking stellen van een PC aan de parketmagistraten van eerste aanleg. De nodige kabloring wordt aangelegd om deze magistraten te verbinden met het netwerk.

In de loop van 1997 zijn ook draagbare PC's voorzien ten behoeve van de zittende magistratuur.

De nodige middelen worden eveneens voorzien om de arbeidsauditoriaten nog in 1997 te informatiseren. Eind 1997 zou dan de eerste informatisering van de gerechtelijke diensten moeten voltooid zijn.

De nodige voorbereidingen worden getroffen om de informatisering de komende jaren te verdiepen door het beter afstemmen van de procedures aan een geïnformatiseerde omgeving en door een constante verbetering van het systeem te voorzien.

— In samenwerking met Minister Flahaut, bevoegd voor de Regie der Gebouwen, werd aan de Ministerraad in januari 1996 een nieuw meerjarenplan voor de justitiegebouwen voorgelegd.

Ce plan d'une valeur de 10 milliards FB permettra enfin d'améliorer l'hébergement des services judiciaires dans les cinq chef-lieux des ressorts.

A Bruxelles, la rénovation du bâtiment place Poelaert 3 créera l'espace supplémentaire nécessaire pour les services judiciaires de la capitale. Les crédits indispensables sont en outre prévus afin de rénover sérieusement le palais de Justice existant et plus particulièrement sa coupole.

A Liège, l'étude pour la construction d'un nouveau palais de justice est finalisée. A Mons, l'acquisition des terrains nécessaires est en cours. A Gand et à Anvers, une décision relative à l'implantation d'un nouveau palais de justice est imminente.

La Régie des Bâtiments accomplit le travail d'étude préparatoire.

Les contacts nécessaires sont établis avec les autorités communales afin de savoir si un accord de principe en matière de permis de bâtir peut être obtenu pour les sites potentiels.

A Gand et à Anvers, la désignation de l'architecte se déroulera en tout cas après un concours d'architecture. Ces concours auront lieu en 1997.

L'hébergement des juridictions de paix suscite une attention toute particulière.

En de nombreux endroits, les justices de paix sont encore hébergées dans des conditions pitoyables. L'arrêté royal de 1961 relatif aux indemnités pouvant être accordées aux communes pour la mise à la disposition d'un logement à la juridiction de paix, sera dès lors adapté.

— On est actuellement à la recherche de possibilités d'implantation d'une nouvelle prison (pour femmes).

Cette prison remplacera la capacité qui sera absorbée par la création de la nouvelle institution scientifique établie pour l'observation et le traitement de graves délinquants.

— Le Conseil d'Etat a rendu un avis sur le projet de loi portant réforme des tribunaux militaires.

Le Gouvernement se penchera à présent sur cet avis afin de soumettre ensuite une proposition définitive aux Chambres, concernant cette réforme.

— L'initiative visant à créer la fonction de juge de presse au sein de la magistrature assise a été prise, en collaboration avec les premiers Présidents. La communication émanant des parquets sera également actualisée.

— Une autre cause importante du ralentissement et de la perturbation des procédures doit certainement être recherchée dans la problématique des missions d'experts, tant au pénal qu'au civil.

C'est pourquoi, cette problématique fera l'objet d'une enquête distincte des spécialistes externes, afin de déterminer comment l'aborder sous un angle nouveau.

Dit plan ter waarde van 10 miljard BEF zal het mogelijk maken de huisvesting van de gerechtelijke diensten in de vijf hoofdplaatsen van de ressorten eindelijk te verbeteren.

In Brussel zal de renovatie van het gebouw Poelaertplein 3 de noodzakelijke bijkomende ruimte voor de gerechtelijke diensten in de hoofdstad creëren. De nodige kredieten zijn bovendien voorzien om het bestaande Justitiepaleis en meer bepaald de koepel grondig te renoveren.

In Luik wordt de studie voor de bouw van het nieuwe justitiepaleis gefinaliseerd. In Mons is men bezig met het verwerven van de nodige terreinen en in Gent en Antwerpen is een beslissing met betrekking tot de inplanting van het nieuwe justitiepaleis nakend.

Het voorbereidend studiewerk is door de Regie der Gebouwen verricht.

De nodige contacten worden gelegd met de stedelijke autoriteiten teneinde te vernemen of een principiële bouwtoelating kan worden bekomen voor de potentiële sites.

In Gent en Antwerpen zal de aanduiding van de architect in elk geval na een architectuurwedstrijd gebeuren. Deze wedstrijden zullen in 1997 plaatsvinden.

Een bijzondere aandacht gaat naar de huisvesting van de vredegerechten.

Op vele plaatsen zijn de vredegerechten nog in erbarmelijke omstandigheden gehuisvest. Het koninklijk besluit van 1961 met betrekking tot de vergoeding die aan de gemeenten kan worden betaald voor het ter beschikking stellen van huisvesting aan het vredegerecht zal daartoe worden aangepast.

— Op dit moment wordt gezocht naar de mogelijkheden voor de inplanting van een nieuwe (vrouwen)gevangenis.

Deze gevangenis zal ter vervanging komen van de capaciteit die zal worden ingenomen door de nieuw op te richten wetenschappelijke instelling voor de observatie en behandeling van zware delinquenten.

— De Raad van State heeft een advies verleend omtrent het wetsontwerp tot hervorming van de militaire rechtbanken.

De Regering zal zich nu over dit advies beraden om dan een definitief voorstel te doen aan de Kamers met betrekking tot deze hervorming.

— In samenwerking met de Eerste Voorzitters werd het initiatief genomen om de functie van persrechter te creëren binnen de zittende magistratuur. De woordvoering van de parketten zal eveneens worden geactualiseerd.

— Een andere belangrijke oorzaak van vertraging en verstoring van de procedures is zeker terug te vinden in de problematiek van de experten-opdrachten, zowel strafrechtelijk als burgerrechtelijk.

Daarom zal nopens deze problematiek een afzonderlijk onderzoek starten door externe specialisten teneinde na te gaan op welke manier tot een vernieuwde aanpak ter zake kan gekomen worden.

3.3. *La politique pénale et l'exécution des peines*

— Se basant sur la discussion de la note d'orientation en matière d'exécution des peines, déposée au Parlement le 22 juin 1996, le Gouvernement tirera les conclusions nécessaires quant au contenu qu'il faut donner à certaines options à prendre.

Comme annoncé, le Professeur L. Dupont a entrepris sa mission visant à rédiger une loi de principes en matière d'exécution des peines. A cette fin, il a recours à l'inventaire de tous les arrêtés et règlements existants réalisé en 1995 et 1996.

— Un projet de loi visant à confier le pouvoir de décision en matière de libération conditionnelle à une instance judiciaire, est en cours de préparation. Il sera encore transmis au Parlement en 1996.

— La mise au point de sanctions alternatives bat son plein. Des projets procurant du travail à quelques centaines de personnes sont déjà financés dans le cadre du plan global pour un montant total de 160 millions sur base annuelle.

La réglementation relative à ces projets est assouplie afin d'offrir des possibilités à davantage de projets.

Complémentairement à ces efforts, les crédits des contrats de société serviront à créer des maisons de justice dans les arrondissements judiciaires. A cette fin, on fera appel à la collaboration des administrations provinciales. La maison de justice fera fonction de plaque tournante pour le travail parajudiciaire et constituera le lien entre les services judiciaires situés dans l'arrondissement, le parquet et les équipements sociaux de la région. Le souci de la victime y trouverait également une place.

— L'année dernière, la capacité carcérale non-utilisée pour toutes sortes de raisons, a fortement diminué.

Dans quelques semaines, seules la prison de Nivelles et une aile de la prison de Saint-Gilles seront encore fermées pour cause de travaux de rénovation. En outre, une capacité complémentaire de 400 cellules sera disponible en 1997 grâce à l'ouverture du nouvel établissement pénitentiaire à Andenne.

3.4. *Le droit matériel*

— le projet de loi modifiant la loi sur les baux à loyer a été déposé au Parlement.

Comme promis l'année dernière par le Gouvernement, la loi prorogeant temporairement certains baux — qui fut approuvée à la fin de l'année dernière — est ainsi suivie d'une réglementation corrective générale. Ceci termine le processus de réforme de la législation sur les baux à loyer qui s'est étendu sur quelques années.

— La législation en matière de protection de la vie privée a été rendue opérationnelle au cours de l'année écoulée. A ce jour, de nombreuses déclarations

3.3. *Het bestraffingsbeleid en de strafuitvoering*

— Uit de bespreking van de oriëntatienota strafuitvoering, die reeds op 22 juni 1996 werd neergelegd in het Parlement, zal de Regering de nodige conclusies trekken met betrekking tot de invulling van een aantal te nemen opties.

Zoals aangekondigd heeft prof. L. Dupont zijn opdracht aangevat om een beginselenwet strafuitvoering uit te schrijven. Hij maakt daarbij gebruik van de inventarisatie van alle bestaande besluiten en reglementen waartoe in 1995 en 1996 is overgegaan.

— Een wetsontwerp is in voorbereiding om de beslissingsmacht met betrekking tot de voorwaardelijke invrijheidsstelling toe te vertrouwen aan een gerechtelijke instantie. Het zal nog in 1996 aan het parlement worden overgemaakt.

— Er wordt volop gewerkt aan de uitbouw van de alternatieve strafvormen. In het kader van het globaal plan worden reeds projecten gefinancierd die werk verschaffen aan enkele honderden personen en voor een totaal bedrag van 160 miljoen op jaarbasis.

De reglementering met betrekking tot deze projecten wordt versoepeld teneinde nog meer projecten kansen te geven.

Aansluitend op deze inspanningen zullen met de kredieten van de samenlevingscontracten justitiehuisen worden opgericht in de gerechtelijke arrondissementen. Er zal hiervoor een beroep worden gedaan op de medewerking van de provinciebesturen. Het justitiehuis zal fungeren als draaischijf voor het parajudiciële werk en zal de verbinding vormen tussen de arrondissementele gerechtelijke diensten, het parket en de sociale voorzieningen van de streek. Ook de slachtofferzorg zou hierin een plaats krijgen.

— Het voorbije jaar is de gevangenis capaciteit die om allerlei redenen niet kon benut worden, sterk gereduceerd.

Binnen enkele weken zal nog enkel de gevangenis van Nijvel en één vleugel in Sint-Gillis gesloten zijn wegens renovatiewerken. In 1997 zal bovendien een bijkomende capaciteit van 400 cellen beschikbaar komen door de opening van de nieuwe strafinrichting te Andenne.

3.4. *Het materieel recht*

— Het wetsontwerp tot wijziging van de huurwet is ingediend in het parlement. Zoals vorig jaar door de Regering is beloofd, wordt de wet inzake tijdelijke verlenging van bepaalde huurovereenkomsten — die eind vorig jaar werd aangenomen — opgevolgd door een algemeen corrigerende regeling. Hierdoor wordt een hervormingsproces van de huurwetgeving, dat enkele jaren heeft geduurd, afgesloten.

— Het afgelopen jaar werd de privacy-wetgeving operationeel gemaakt. Op dit ogenblik zijn er reeds 10 000 aangiften geregistreerd (7 300 nederlandssta-

ont déjà été enregistrées (7 300 du côté néerlandophone et 2 700 du côté francophone). Chaque mois, 300 nouvelles déclarations viennent s'y ajouter.

Un projet de loi visant à conformer notre législation en matière de protection de la vie privée avec la Directive européenne en la matière est prêt et a été soumis à l'avis de la commission de la protection de la vie privée. Il pourra être déposé prochainement au Parlement.

Ce projet de loi est également mis à profit pour réduire davantage les formalités administratives à accomplir dans le cadre de l'application des principes de protection de la vie privée.

— L'administration de la justice s'occupe activement de l'exécution de toutes les dispositions de la nouvelle loi d'auteurs.

Un projet de loi sera déposé pour permettre le financement du contrôle des sociétés d'administration par les instances contrôlées elles-mêmes selon des principes qui sont aujourd'hui déjà appliqués dans le secteur financier et dans le monde des assurances.

— Le Ministre espère que le Parlement clôturera la discussion du projet de loi sur les faillites et le concordat judiciaire dans les meilleurs délais. Les milieux économiques attendent cette nouvelle législation qui doit permettre en premier lieu de remettre sur les rails les entreprises viables confrontées à des difficultés.

— Le Conseil d'Etat se penche aujourd'hui sur le projet de loi et le projet d'arrêté royal portant codification du droit des sociétés.

Cette initiative, qui a été préparée par un groupe d'étude universitaire pourra offrir à la pratique un instrument clairement ordonné et maniable.

— Dès cet automne, le Ministre soumettra au Gouvernement un projet de loi relatif à la responsabilité pénale des personnes morales.

— Le projet de loi portant modernisation du notariat pourra lui aussi être finalisé lorsque le Conseil d'Etat aura rendu son avis.

— Notamment le colloque Presse et Justice, qui a été organisé au Sénat, a permis de définir plus clairement les relations entre la presse et la justice et de tracer certaines voies d'action.

Toujours dans le prolongement de ce colloque, certaines initiatives seront prises notamment pour augmenter l'efficacité du droit de réponse ou de mise au point d'erreurs manifestes.

— Eu égard à une série d'arrêts de la Cour d'Arbitrage, une uniformisation des délais de prescription est également en cours de préparation. Ainsi, un projet de loi visant à ramener à 10 ans le délai de prescription de droit commun, qui est de 30 ans, est actuellement soumis au Conseil d'Etat.

— Un avant-projet de loi a été rédigé en exécution de l'article 181, § 2, de la Constitution pour permet-

lige, 2 700 franstalige). Maandelijks komen er nog 300 bij.

Een wetsontwerp om onze privacy-wetgeving te conformeren met de Europese richtlijn is klaar en werd onderworpen aan het advies van de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Het zal eerlang aan het parlement kunnen voorgelegd worden.

Van dit wetsontwerp wordt ook gebruik gemaakt om de administratieve formaliteiten in het kader van de toepassing van de principes van bescherming van de privacy verder te verminderen.

— De administratie justitie is volop bezig met het uitvoeren van alle bepalingen van de vernieuwde auteurswet.

Een wetsontwerp zal worden voorgelegd om het mogelijk te maken dat de controle op de beheersvennootschappen zal worden gefinancierd door de gecontroleerden volgens principes die heden reeds gebruikt worden in de financiële sector en in het verzekeringswezen.

— De Minister hoopt dat het parlement zo snel mogelijk de bespreking van het ontwerp van wet op het faillissement en het gerechtelijk akkoord beëindigt. Het bedrijfsleven wacht op deze vernieuwde wetgeving die het op de eerste plaats mogelijk moet maken om levensvatbare bedrijven in moeilijkheden opnieuw op het goede spoor te brengen.

— De Raad van State buigt zich heden over het ontwerp van wet en het ontwerp KB houdende codificatie van het vennootschapsrecht.

Dit initiatief dat is voorbereid door een universitaire studiegroep kan aan de praktijk een gemakkelijk hanteerbaar en overzichtelijk instrument bieden.

— Nog dit najaar zal de Minister aan de Regering een wetsontwerp voorleggen met betrekking tot de strafrechtelijke aansprakelijkheid van rechtspersonen.

— Ook het wetsontwerp tot modernisering van het notariaat kan, mede op basis van het advies van de Raad van State, worden gefinaliseerd.

— Mede op basis van het colloquium Pers en Justitie, georganiseerd in de Senaat, is men er in geslaagd de relaties tussen de pers en justitie klaarder uit te tekenen en actielijnen uit te stippelen.

Dit colloquium wordt verder opgevolgd en zal het voorwerp uitmaken van initiatieven onder meer met betrekking tot een efficiënter recht op antwoord of het rechtzetten van manifeste onjuistheden.

— Gelet op een aantal arresten van het Arbitragehof wordt eveneens een uniformisering van de verjaringstermijnen voorbereid. Een wetsontwerp om de 30-jarige gemeenrechtelijke verjaringstermijn terug te brengen tot 10 jaar ligt voor bij de Raad van State.

— Een voorontwerp van wet is klaar om uitvoering te geven aan artikel 181, § 2 van de Grondwet

tre au pouvoir fédéral de prendre en charge les traitements des conseillers moraux.

Le budget prévoit déjà un crédit supplémentaire de 50 millions à cet effet. Parallèlement, certaines dispositions sont prises avec les représentants de l'Eglise catholique concernant les fonctions qui pourront être exercées par des laïcs.

— La nouvelle procédure de naturalisation est entrée en vigueur en 1996. La Chambre des Représentants assume désormais une grande partie du travail.

Dans le même temps, le Ministre de la Justice a réalisé les aménagements nécessaires pour que les parquets émettent également leur avis dans les délais impartis.

Grâce aux mesures prises, l'arriéré cumulé des dossiers au niveau du parquet de Bruxelles a pu être réduit de façon spectaculaire au cours de l'année écoulée : il est passé de 8 000 à 4 000 dossiers.

L'arriéré des anciens dossiers pourra être entièrement résorbé en 1997.

— Le Ministre de la Justice a entamé une réforme du règlement général des frais de justice en matière pénale. Dans le cadre de ce règlement, une somme de plus d'un milliard de francs est consacrée chaque année aux dépenses de toute nature indispensables aux enquêtes.

Ce règlement ainsi réformé servira donc de base à la réforme du rôle des experts dans le cadre des instructions judiciaires.

*
* *

Puissent toutes ces initiatives législatives et budgétaires, couplées à une gestion dynamisante de l'ensemble de l'appareil judiciaire, constituer la base d'une confiance renouvelée en la Justice!

waardoor de wedden van de morele consulenten ten laste zullen kunnen genomen worden door de federale overheid.

In de begroting is daarvoor reeds een bijkomend bedrag van 50 miljoen voorzien. Tegelijkertijd worden afspraken gemaakt met de vertegenwoordigers van de katholieke kerk over de functies welke door leken zullen kunnen worden ingenomen.

— De nieuwe naturalisatieprocedure is in 1996 in werking getreden. De Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft een belangrijk deel van het werk op zich genomen.

De Minister van Justitie heeft tegelijkertijd de nodige herschikkingen doorgevoerd waardoor ook de parketten binnen de gestelde termijn hun adviezen verstrekken.

De gecumuleerde achterstand van dossiers in het parket van Brussel is door de genomen maatregelen het afgelopen jaar spectaculair gedaald van 8 000 naar 4 000 dossiers.

In 1997 zal de achterstand aan oude dossiers volledig zijn weggewerkt.

— De Minister van Justitie is gestart aan een hervorming van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken. Op basis van dit reglement wordt jaarlijks meer dan 1 miljard frank besteed aan allerlei uitgaven noodzakelijk voor het onderzoek.

Dit vernieuwde reglement zal dan ook als basis dienen om over te gaan tot een hervorming van de rol van de experts in het gerechtelijk onderzoek.

*
* *

Moge het geheel van deze budgettaire en wetgevende initiatieven, gekoppeld aan een dynamiserend beheer van het gehele apparaat, de basis zijn voor een vernieuwd vertrouwen in de Justitie.